



CONFERENCE SUR LA SECURITE EN AFRIQUE
AFRICA SECURITY CONFERENCE



Conférence sur la Sécurité et le Terrorisme en Afrique
Conference on Security and Terrorism in Africa
Conferência sobre a Segurança e o Terrorismo em África
مؤتمر حول الأمن والارهاب في افريقيا 2014/06/13 باريس
Assemblée Nationale
Paris, le 13 juin 2014, 9h-19h.

Rapport général

Nous adressons nos profonds remerciements à Monsieur Yves Foulon, Député-Maire d'Arcachon, Membre de la Commission de la Défense nationale et des Forces armées de l'Assemblée nationale, pour avoir permis la tenue de cette conférence à l'Assemblée Nationale.

«La géopolitique des crises change, de nouvelles menaces émergent en Afrique. Le continent fait face à une menace géostratégique marquée par les conflits, la criminalité, le trafic et le terrorisme fondamentaliste». C'est sur ce constat que l'ASEAF (Association des Stagiaires et Etudiants Africains en France), en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et l'Institut Mandela, a organisé cette conférence le vendredi 13 juin 2014, dans la salle 6217 de l'Assemblée nationale, à Paris. De nombreuses personnalités étaient invitées à donner leur point de vue et proposer des pistes concrètes *«pour favoriser la sécurité et l'émergence de l'Afrique».*

La conférence a accueilli 239 participants, avec une forte participation des ambassades occidentales (Allemagne, Autriche, Danemark, Pays Bas, Suisse, Roumanie, Tchèque, Japon, Corée, Délégation du Québec, Inde, Irak) et africaines (Algérie, Burundi, Comores, Érythrée, Ghana, Kenya, Lesotho, Maroc, Mali, Rwanda, Seychelles, Tanzanie, DP Côté d'Ivoire, DP Nigeria, DP Madagascar), du MAE, de l'OIF et de la BM.

Les acteurs et partenaires de l'Afrique ont mené une profonde réflexion sur « la diplomatie de la sécurité collective » et la « sécurité humaine » et sur une menace qui mine tout effort de développement de l'Afrique et qui n'épargne pas l'Occident.

Universitaires, Politiques, Diplomates, Militaires, Spécialistes de sécurité et Acteurs de la société civile ont échangé sur les questions brûlantes de l'heure : intégrisme, terrorisme et stratégie anti-terroriste sans oublier leur terreau (pauvreté, corruption, inégalité, injustice, mauvaise gouvernance,...).

Aujourd'hui avec les nouvelles formes de menaces et d'attaques qui pèsent sur le continent, la conférence a permis aux intervenants et participants d'apporter des pistes de travail en vue de trouver des solutions à ces violences qui ont pour corollaire la criminalité, le trafic, l'instrumentalisation des religions dans les espaces publics, les kidnappings, violences généralisées etc. Ainsi des discours d'ouverture, tous les officiels ont appelé à l'arrêt des menaces terroristes qui planent sur l'Afrique du Mali au Nigeria en passant par le Cameroun, la RCA et la Somalie. D'où l'appel du **Dr Paul Kananura** qui a insisté de façon retentissante sur ce qui conviendrait d'être nommé à juste titre l'appel des intellectuels épris de paix

et de responsabilité. L'appel de Paris exprimé par le Dr Paul Kananura s'adressait donc à tous ceux qui menacent la paix et la sécurité en Afrique qu'ils trouveront sur leur chemin la détermination des peuples et des services de sécurité pour les anéantir par la force de la loi et la justice. Les récents enlèvements des jeunes filles au Nord du Nigéria rappellent que le terrorisme est présent en Afrique. Il faudra trouver des réponses justes et efficaces. La défense n'est pas seulement un élément de puissance, c'est aussi une condition de sécurité collective. L'Afrique doit se doter d'une défense digne de ce nom pour faire face à des menaces asymétriques du XXIème siècle. Nous faisons un appel pressant pour la constitution d'une véritable force africaine capable d'intervenir rapidement quand le besoin se fait sentir pour protéger les peuples et les démocraties des tentations moyenâgeuses et dictatoriales.

Dans son discours d'ouverture, **SE Madame Lineo Ntoane, Ambassadeur du Royaume de Lesotho en Allemagne**, a centré son propos sur la manière de traiter stratégiquement le problème de terrorisme sur le continent africain. Il faut concilier les deux points de vue opposés. Les personnes qui commettent des actes de terrorisme (les méchants) sont ceux qui estiment que le système est injuste et qu'on ne les prend pas en considération. Ils se sentent exclus, discriminés pour des raisons d'affiliation politique, de tribalisme, de Religion ou de pauvreté. Les autres (les bons) se sentent investi d'une mission légitime de les empêcher à tout prix à commettre leur forfait. Les femmes et les enfants sont les plus touchés par l'insécurité et le terrorisme, à travers la violence physique et psychologique, le viol, les enlèvements, l'esclavage ou les déplacements forcés.

Sans exclure le djihad, c'est la lutte pour le pouvoir politique pour mettre la main sur les ressources de l'État qui engendre beaucoup de conflits anarchiques. L'état de l'insécurité et de terreur affecte non seulement le tissu social, mais aussi détruit les possibilités de croissance économique et de maturité politique pour se débarrasser d'un régime autocratique. Comment devrions-nous lutter contre le terrorisme en Afrique? Nous devons agir rapidement et de concert avec une approche cohérente entre les Africains et les autres acteurs, en impliquant les femmes dans la réconciliation, la médiation, la reconstruction post-conflit et la formulation des politiques publiques. Il faut aussi impliquer les jeunes à tous les niveaux et prévenir les occasions de prendre les armes par le dialogue et le compromis social. Enfin, aimez-vous les uns des autres, même si vous êtes différents.

Ainsi dans les différentes interventions, tout le monde a été unanime pour combattre ce fléau du terrorisme. Mais qu'est ce donc le terrorisme ?

Michel MASO, Directeur de la Fondation Gabriel PERI, qui a assuré la modération du premier panel, a introduit les différents intervenants qui ont réfléchi sur « **l'Afrique face aux défis du terrorisme** ». On retiendra l'unanimité dans les différentes interventions sur le fait qu'il n'existe aucune définition sur le terrorisme à ce jour qui fasse consensus.

Le Colonel Major Honoré Nombéré, Secrétaire Général de la Défense Nationale du Burkina Faso, a analysé en fin connaisseur des stratégies militaires, l'implication militaire dans les différents conflits armés. Selon lui, il existe deux types de guerre, une dite classique et une autre dite asymétrique. Les menaces terroristes font partie de ces guerres « asymétriques » et planétaires qui demeurent un des défis majeurs de la sécurité du continent. Ainsi pour lutter contre ces menaces, il convient de développer les renseignements, la formation et l'équipement militaires.

Il a précisé que l'absence de définition propre au terrorisme est liée à la complexité du phénomène qui revêt de multiples formes et se manifeste différemment d'un pays à l'autre et à travers le monde. La réalité du terrorisme est devenue poignante en Afrique : le terrorisme fait peser de graves menaces sur la paix et la sécurité globale des Etats africains. Il recourt à la violence armée en Somalie, au Mali et au

Nigéria sous forme de *conflit ou guerre asymétrique*. L'option militaire exige aussi l'asymétrie stratégique pour maximiser les avantages d'actions chirurgicales ou tactiques et exploiter les faiblesses de l'adversaire.

Comme le terrorisme est une forme de guerre asymétrique, on peut en déduire que les défis de l'option militaire sont ceux liés à la planification et à la conduite même de la guerre asymétrique dans le contexte africain, c'est-à-dire, en tenant compte des contraintes et limites objectives des forces de défense et de sécurité africaines. Nous avons encore en mémoire l'opération *Serval* qui a permis d'enrayer l'offensive des djihadistes au Mali.

Il a cité quatre grands défis de l'option militaire à relever qui sont :

- la vision globale commune : qui s'inscrit dans le cadre d'une analyse systémique globale et d'une vision prospective de la sécurité de la sous-région ou de la zone africaine considérée. C'est à ce prix qu'une lutte antiterroriste intégrant parfaitement l'option militaire, aura de réelles chances de succès sur le continent ;
- l'acquisition du renseignement : « connaître l'ennemi » est un élément capital pour conduire des opérations anti-terroristes. « Il (le renseignement) doit servir autant à la prise de décision politique et stratégique qu'à la planification et la conduite des opérations au niveau tactique » (le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale en France (2013).
- la formation et de l'équipement : pour prendre en compte les spécificités de la guerre asymétrique en s'adaptant à son essence même par l'utilisation des commandos ou le déploiement de forces spéciales formées, entraînées et équipées pour ce type de combat.
- le soutien logistique : la logistique commande les opérations avant et pendant l'engagement des opérations antiterroristes. Le soutien logistique (moyens techniques, matériels et infrastructurels et capacités organisationnelles) peut se faire dans un cadre bilatéral ou multilatéral et cela peut être profitable pour les pays africains qui éprouvent des difficultés à y faire face.

Pour le soutien logistique comme pour la formation et l'équipement des forces dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, les programmes RECAMP (France), ACOTA (Etats-Unis), BMATT (Grande Bretagne) et BALBAT (Danemark) peuvent contribuer efficacement à redonner une véritable capacité aux forces africaines. Elargir le champ de ces programmes pour y introduire la formation spécifique, l'équipement et le soutien logistique en opération contre le terrorisme pourrait être une piste à explorer. Pour terminer, il faut retenir que l'option militaire est certes utile mais qu'elle ne peut, à elle seule, constituer une réponse complète au terrorisme en Afrique. Pour être efficace, elle doit être une partie intégrante d'une solution plus globale découlant d'une analyse systémique de la question des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité en Afrique.

Autrement, il est à craindre que l'inexpérience des Africains, la faiblesse des ressources propres (financières, matérielles et infrastructurelles) ajoutées la faiblesse même de certains Etats, ne viennent annihiler les efforts déjà consentis dans la lutte contre le terrorisme. Cette contribution est d'autant plus vraie que pour libérer les otages de Boko Haram, le gouvernement Camerounais a privilégié les renseignements associant les leaders d'opinion, chefs de village, chefs traditionnels, etc.

Le Préfet Yves Bonnet, Ancien Préfet de Région, en fin connaisseur des enjeux géostratégiques de la sécurité, a soulevé des questions pertinentes sur la déstabilisation permanente de l'Afrique. Parmi ces facteurs et acteurs de la déstabilisation de l'Afrique, il a notamment cité :

La **géographie physique** avec une vaste zone en cours de désertification au nord et une danse hydrographie tropicale et équatoriale dont l'apport à l'économie demeure modeste.

L'**histoire humaine** avec le brassage des populations de toutes les races en 2 000 ethnies, un émiettement extrême des langages, obstacle à la constitution d'ensembles nationaux, la colonisation de langues unificatrices, comme l'arabe, le français, l'anglais, l'espagnol et le portugais, la première condition d'une unité nationale et de la communication par l'usage d'une langue vernaculaire (interférence de jeu des civilisations facilitant l'esclavage, le pillage, les conquêtes militaires et les invasions religieuses islamiques et chrétiennes).

Les **ressources naturelles** prodigieuses que recèle le sol et, surtout, le sous-sol, énergies fossiles, les minerais critiques, l'uranium principalement, qui sont tout à la fois des facteurs d'influence, des champs de bataille et des lieux de pouvoir.

La **gouvernance** : fortement marquée par des influences extérieures, la politique africaine oscille entre la démocratie comme affichage, la dictature comme garantie de stabilité et le coup d'Etat comme forme privilégiée d'évolution ou d'alternance.

A cette déstabilisation d'ensemble, ils s'ajoutent des facteurs permanents et des agents occasionnels de déstabilisation dont les nocivités respectives s'ajoutent et s'interpénètrent au point d'en devenir difficilement déchiffrables. Ainsi, la **rivalité des religions**, entre « bloc » islamique et « mouvance » chrétienne, un temps contenue, repart de plus belle, soutenue par le prosélytisme et le messianisme des pétromonarchies de la péninsule arabe. En face, les évangélistes d'inspiration américaine, s'efforcent de gagner de nouvelles positions comme ils le font en Amérique latine sur les « terres » de la catholicité.

La **découverte de minerais critiques** et les perspectives d'exploitation de vastes gisements d'hydrocarbures suscitent la compétition des grandes puissances, avec toute la gamme des coups défendus et une stratégie de contrôle des matières premières.

La **corruption**, qui ressort cependant de collusions étranges, est un problème de désorganisation de l'Etat. Les **problèmes de minorités ethniques** avec la violation des droits de l'homme ouvrent des revendications « sensibles » et sont sources de conflits dans les territoires dotés des ressources rares, où les agents occasionnels de déstabilisation trouvent des inspirations et méritent de ce fait le qualificatif de « terroristes ». Elles procèdent de deux matrices principales, l'une « africaine », l'autre « arabe » et se rejoignent ou coopèrent sous le drapeau de l'extrémisme islamiste.

Cette intervention a permis au politiste **Dr. Nouhoume Bâ, Chercheur en Sciences politique**, de proposer des solutions radicales et iconoclastes sur le boycott des armes et de la monnaie qui sert à acheter ces armes qui se retournent contre les populations.

Jean-Paul Gourévitch, Consultant international dont le dernier ouvrage, « *La croisade islamiste* » paru en 2011, est encore présent dans les esprits. Pour lui, il faut combattre le terrorisme avec force et détermination. Se livrant à des statistiques sur la progression du nombre d'attentats dans le monde, Jean-Paul Gourévitch a analysé de façon globale l'impact du radicalisme des terroristes sur l'Afrique. De 1998 et 2011, il a comptabilisé 43 attentats ou série d'attentats qui ont visé au total 14 pays, ont fait environ 4000 morts et plusieurs milliers de blessés sans compter les prises d'otages. Les pays les plus touchés en Afrique sont le Nigéria, la Somalie et l'Algérie.

Il a distingué plusieurs cercles concentriques de l'Islam radical avec :

- . un noyau dur de responsables avec une garde rapprochée de fidèles prêts à tout pour imposer par la violence si nécessaire l'islamisme et la charia ;
- . des compagnies de militants prêts à suivre leurs chefs avec des motivations qui sont religieuses mais aussi économiques, territoriales voire sociales ;
- . une constellation de sympathisants en majorité pacifiques mais prêts à basculer dans le conflit armée s'ils ont l'impression de faire partie d'une communauté attaquée, ostracisée ou victimisée ou s'ils

pensent que leur engagement est susceptible de leur rapporter des bénéfices substantiels en termes de pouvoir ou de rémunération

. Une masse de musulmans pacifiques qui attendent de voir de quel côté la balance va pencher mais peut se solidariser avec les vainqueurs en cas de conflits

Les vecteurs de l'islamisme radical sont très variés et liés au sentiment profond que l' « Afrique est un continent riche peuplé de pauvres », à la conscience d'une inégalité de répartition des richesses, à la détestation de l'Occident, à l'influence de plus en plus forte des puissances du Golfe, à la conviction qu'une dynamique de l'islam qui se développe dans le monde entier avec la connexion entre la religion et la politique, à la généralisation de la charia,....

Emmanuel Dupuy, Professeur de Géopolitique et Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE), a placé son analyse sur les perspectives géopolitiques de la menace terroriste avec toutes les crises que le monde connaît aujourd'hui. Il a cité des raisons endogènes et exogènes du terrorisme dont le financement est lié aux réseaux mafieux, à la production du sous sol et à la piraterie maritime. Il pensait que la multiplication des revendications territoriales avec l'émergence des rebellions pose la question de symétrie entre l'Etat et la nation ainsi que la mal gouvernance. Pour lui, l'urbanisation galopante est aussi un moteur du terrorisme avec une jeunesse oisive. Il se posait la question fondamentale d'une approche antiterroriste : est-ce que la forme étatique est cohérente pour assurer la sécurité ? La privatisation de la sécurité est-elle envisageable pour s'adapter à la maniabilité des organisations djihadistes ?

Le **Contre-amiral Jean Dufourcq**, Consultant en géopolitique et relations internationales et Rédacteur en chef de la Revue *Défense Nationale* a analysé les désordres planétaires que le Colonel Major Nombré qualifie de guerres asymétriques.

Pour le Contre-amiral Dufourcq, les menaces terroristes qui pèsent sur le continent Africain sont dues à quatre principaux handicaps de ce continent à savoir :

- l'Etat-nation car nous avons plusieurs Etats Africains, mais pas encore de nations. Cela pose un autre problème, à savoir le déséquilibre dans le jeu de forces entre le centre de l'Etat et la périphérie, qui a conduit à l'installation d'un sentiment de frustration aux rangs des populations ;
- le libéralisme économique avec le développement de l'économie de guerre dans les zones en proie à des conflits armés, qui permet d'affirmer que la conquête du pouvoir et/ou la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, demeurent les principales motivations des guerres civiles en Afrique
- les guerres intercommunautaires : depuis les indépendances, le continent n'a cessé d'être le théâtre de guerres et de crises qui ont jalonné son histoire et porté régulièrement un frein à son développement ;
- et la faiblesse de l'Union Africaine qui semble avoir saisi la gravité de la situation et l'urgence d'agir. Les questions de défense et de sécurité sont désormais inscrites à l'ordre du jour des agendas des Etats africains et de l'Union africaine (UA). Mais les moyens et les capacités de réaction manquent cruellement.

Si tout le monde est unanime pour dire que la paix et la sécurité sont des conditions *sine qua non* pour le développement des Etats africains, la question qui se pose est la suivante : Quel type de sécurité conviendrait-il le mieux aux peuples africains ? Les outils de défense des pays africains sont-ils adaptés aux réalités auxquelles le continent est confronté ?

Un état des lieux des nouvelles menaces qui guettent le continent africain fait apparaître un nouveau contexte géopolitique induisant la multiplication des guerres civiles à l'origine de l'insécurité et de nouvelles menaces de plus en plus protéiformes et transnationales de nature terroriste. Cet état des lieux confirme un brouillage des frontières entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure. L'écart entre les notions de défense et de sécurité s'est progressivement réduit, alors que la gestion des menaces et celles d'un certain nombre de risques se sont considérablement rapprochées. Ainsi, désormais, une menace peut être à la fois locale, nationale, régionale, continentale et mondiale. C'est, par exemple, la situation à laquelle le Nord du Mali est confronté. En effet, la présence des groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou le mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) constituent à la fois une menace pour tout le Mali, mais aussi, pour l'Afrique de l'Ouest, le continent africain et l'Europe. En un mot, le fait que le Nord du Mali devienne le théâtre de jeu des groupes terroristes, constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. La criminalité transfrontalière, la contrebande et le développement du trafic de drogue vont souvent de pair avec le développement du terrorisme.

Le développement de ces nouvelles formes de menaces exige une nouvelle conception des notions de défense et de sécurité afin qu'elles soient mieux adaptées aux nouveaux enjeux stratégiques. C'est dans cet esprit que l'on parviendra à faire des outils africains de défense, des instruments au service du développement et de la cohésion sociale. Voilà une nouvelle mission qu'il faudra dorénavant assigner aux outils africains de défense : les armées africaines doivent cesser d'être des instruments au service du pouvoir en place, investissant le champ politique et en grippant les processus démocratiques, pour assumer des **missions de développement et de cohésion sociale à côté des missions classiques de défense du territoire, de la souveraineté et des intérêts vitaux du pays**. L'urgence de faire des armées africaines, le ciment de la cohésion sociale à l'image de la diversité ethnique de chaque pays s'impose pour faire face aux nouvelles menaces asymétriques. Car, la défense d'un pays repose avant tout sur la volonté déterminée de ses citoyens de se battre, s'il le faut, pour sauvegarder un « bien commun ». En tant que garantes de l'unité, les armées africaines doivent, donc, être le miroir de la société plurielle dans laquelle tous les citoyens pourront se reconnaître. Cette mission devrait nécessairement passer par une nouvelle relation que l'institution de défense devra tisser avec l'Etat. Cela passe par une redéfinition stratégique du rôle que l'armée au service de la nation.

L'Afrique souffre d'un véritable déficit sécuritaire. **Il faudra envisager la sécurité dans une perspective globale** avec une vision stratégique respectant les droits humains pour mettre fin au décalage criard entre le concept de sécurité, pensé et développé pour défendre les régimes et les situations d'insécurité auxquelles les peuples sont confrontés. Envisager la sécurité dans une perspective globale, c'est tenir compte du contexte géopolitique régional dans l'élaboration des politiques nationales de sécurité. Cela représente la meilleure façon de prévenir les conflits sur le continent en ce sens qu'elle se fonde sur une démarche capacitaire d'anticipation, de gestion de crise et de résilience. Cette démarche s'articule autour de deux axes : un axe portant sur le traitement amont de la sécurité et un second qui répond à l'aval lorsque les effets redoutés sont produits.

Cette analyse n'avait pas pour but de cantonner l'Afrique à un modèle de gouvernance qui lui soit propre, mais à un principe de réalité qui fait que le continent agit et décide quelque peu par mimétisme. Avec autant de conflits intercommunautaires en RDC, en RCA, l'heure n'est-elle pas venue pour ce continent d'avoir une force d'interposition capable de dissuader les différents belligérants et de lutter efficacement contre les menaces terroristes. L'exemple des interventions françaises au Mali et en RCA est une parfaite illustration de l'incapacité des Etats et l'Union Africaine à intervenir rapidement sur leurs territoires.

Les panels de l'après-midi se sont concentrés sur «l'Afrique face à l'intégrisme ; et l'Afrique et la guerre contre le terrorisme»

Si le premier panel n'a pas dégagé l'unanimité sur la définition du terrorisme considéré comme menace globale avec les cas du Mali, du Nigeria et de la Somalie, le deuxième panel en revanche a réfléchi sur les stratégies à mettre en œuvre pour prévenir le terrorisme en s'appuyant sur les expériences de médiation nationale, régionale et internationale qui ont fait leurs preuves. « Les conflits armés naissent dans l'esprit des hommes. C'est aussi dans l'esprit des hommes qu'il faut ériger les principes de paix ». Cette recommandation de l'UNESCO, oubliée par cette organisation, a été mise à l'honneur par les intervenants.

L'Afrique face à l'intégrisme et aux menaces diffuses a été analysée sous l'angle de nouvelles formes de terrorisme qui s'enracine dans une Afrique qui fait face à la pauvreté, la corruption et l'injustice. Parmi, les interventions, on retiendra entre autres, celle de:

Le Colonel Auguste Barry, Ancien Ministre de la Sécurité, Conseiller technique du ministère de la Défense du Burkina Faso, a effectivement appelé à s'interroger à chaque fois sur les acteurs du terrorisme. Sont-ils étatiques, non étatiques, ou opposants à un régime dictatorial ? Tous utilisent la violence pour imposer une tendance, une idéologie, qu'elle soit politique ou religieuse. Les terroristes considèrent leurs actes légitimes, puisqu'ils se voient comme des combattants pour la liberté, telle qu'ils la définissent. Avec l'extrême pauvreté et l'inégalité, le fondamentalisme et le djihadisme s'engouffrent dans les brèches pour séduire une partie de la jeunesse désabusée et inemployée.

Il a démontré des liens dialectiques qui peuvent exister entre la corruption, l'injustice et la pauvreté, fléaux anciens, mais qui s'inscrivent aujourd'hui dans de nouvelles dynamiques du terrorisme et des extrémismes. La corruption favorise l'ancrage de la pauvreté qui entraînera la violence. Dans un environnement d'injustice sociale, économique ou politique, il intervient une montée de la violence, avec des groupes qui décident alors de se rendre « justice » eux-mêmes et de tenter de reformuler un avenir devenu incertain. L'injustice et l'impunité engendreraient donc des frustrations et le manque de perspectives pourrait entraîner alors l'extrémisme et le terrorisme.

Pour justifier les liens entre la corruption et le terrorisme, certains auteurs prennent les exemples de la marginalisation socio-économique des Touaregs du nord du Mali¹, « la révolution tunisienne du Jasmin » comme réaction contre l'injustice sociale et les émeutes de Ouargla et de Ghardaïa en Algérie contre la perception d'une répartition injuste et discriminatoire des opportunités d'emploi. Il en est de même de Boko Haram et d'Ansaru qui instrumentalisent la question religieuse et affirment que la corruption généralisée au sein du gouvernement, l'exclusion de la vie politique et les inégalités sociales disparaîtraient si le pays adoptait la charia. En outre, la corruption sert au terrorisme pour les activités illicites, notamment les trafics divers et le blanchiment d'argent. D'autres auteurs soulignent que ce serait plutôt le manque de libertés que le dénuement qui engendre le terrorisme; ou encore la raison première du terrorisme serait l'islamisme, le fanatisme et non les inégalités.

Les liens entre pauvreté, injustice et corruption sont évidents et toutes trois peuvent être considérées comme des facteurs structurels et démultiplicateurs des causes du terrorisme et de l'extrémisme qui se posent en termes de défis sécuritaires complexes.

En terme de solution, il est proposé que la réponse armée doit être complétée par trois volets :

¹ Georges Berghezan, [La revue des livres - Cairn.info](http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=POLAF_132_0197), www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=POLAF_132_0197

ASEAF – Association des Stagiaires et Etudiants Africains en France.

Université de Bordeaux Montaigne - Domaine Universitaire - F 33607 Pessac cedex - Tel : +33 6 74 26 68 47

Courriel : aseaf2002@yahoo.fr - Site Internet : <http://aseaf.free.fr>

Code APE : 913 - Code SIRET : 445 347 461 000 11 - Compte : IBAN : FR76 1333 5003 0108 9745 8549 636 BIC : CEPA FRPP 333

L'impératif de la bonne gouvernance et d'une démocratie effective pour prévenir les conflits, promouvoir la stabilité, favoriser le progrès économique et social et partant, la création de communautés durables. Les liens vertueux entre sécurité, développement économique et bonne gouvernance sont mis en exergue ici pour favoriser les investissements des partenaires économiques et financiers.

La nécessaire accélération du développement pour vaincre le terrorisme en allant aux racines de la pauvreté, il faut agir vite pour impacter et faire évoluer positivement la situation des populations.

Une solidarité internationale réelle pour mutualiser les moyens à mettre en œuvre afin de réduire durablement la vulnérabilité de l'Afrique face au terrorisme, car comme le disait Muhammad Yunus, «la guerre contre le terrorisme ne se gagnera pas avec des armes. Elle se gagnera en supprimant la pauvreté». Comment alors envisager ce combat sans la mobilisation de ressources financières adéquates ? Les pays les plus riches doivent donc renforcer substantiellement l'aide publique au développement et traduire de façon plus appuyée, leur solidarité envers les pays les plus pauvres. D'autres mécanismes pourraient être envisagés, notamment dans le domaine du commerce international, afin de doter les Etats africains de réelles capacités d'investissement.

La pauvreté, la corruption et l'injustice constituent des facteurs favorisant l'extrémisme et le terrorisme en Afrique. Les liens entre ces fléaux sont étroits, mais ne permettent pas une hiérarchisation. Le terrorisme et les extrémismes ne sauraient en aucun cas être légitimés par ces causes et doivent au contraire être combattus par la coercition, le développement et la bonne gouvernance.

Dr. Brice Mankou, sociologue, a souligné qu'au moment où l'émergence économique de l'Afrique est médiatisée, l'immense majorité des populations demeure privée des besoins humains fondamentaux, à savoir, la santé, la sécurité alimentaire et l'éducation. Cela fait naître des sentiments de désespoir et d'injustice, alors que passent les 4X4 rutilants de ceux qui, en toute impunité, les abandonnent à l'insécurité et au dénuement.

La pauvreté n'est bien sûr pas la source du terrorisme, mais c'est un des leviers sur lesquels l'extrémisme violent s'appuie. Lorsqu'il n'y a aucune perspective de vie meilleure, surtout pour les jeunes, les promesses faites au nom d'une idéologie peuvent, de fait, exercer une fascination. La paix tout comme la sécurité ne peut émerger que dans des contextes favorables aux respects des droits humains. Les Etats africains devraient garantir la protection de leurs citoyens et tout mettre en œuvre pour assurer leur développement humain.

Selon l'écrivain **Michaël Kamgaing Sidze**, les inégalités socio-économiques Nord-Sud font également le terreau des terrorismes, car ces mouvements pointent les inégalités et attisent la haine envers l'Occident afin d'attirer de nouvelles recrues. Les pays très industrialisés brandissent depuis longtemps leurs propres valeurs morales alimentant ainsi la propagande des groupes fanatisés qui les considèrent injustement comme immorales. Depuis des années, des régimes du Sud sont soutenus ou abattus par les puissances néolibérales du Nord qui, ne voyant que leur intérêt, préfèrent ignorer les conséquences tragiques que cela entraînera. Les répercussions de l'intervention en Libye sont connues de tous sur le renforcement du terrorisme au sud du Sahara.

Samuel Laurent, Consultant International, auteur de «*Sahélistan, de la Libye au Mali : au cœur du nouveau djihad*», en a brossé une analyse sans appel. En trois ans, l'intervention occidentale en Libye a fait implorer le pays, ouvert le septentrion malien aux groupes armés, et transformé la Libye en brasier jihadiste. Cette intervention se basait sur des hypothèses erronées et des fausses informations. On est allé dans une guerre qui n'a rien d'être ? Et qui a eu pour conséquence d'installer confortablement le salafisme et le fondamentalisme avec une idéologie unifiée. Le sud libyen est devenu un haut lieu du salafisme et du terrorisme. C'est un sanctuaire jihadiste. La guerre au Mali est une conséquence directe de l'action militaire en Libye, où on a créée un foyer terroriste. Au moment où l'Irak sombre, l'Afrique subit une terreur d'une rare violence, alimentée en armements par le fruit des narcotrafics et des prises d'otages, et tout ça au nom d'un prétendu djihad. Les actes terroristes revendiqués par Boko Haram au Nigéria et dans le nord du Cameroun, avec le risque de les voir aller se nicher en

RCA déjà en proie à une crise sécuritaire majeure, en sont le tragique exemple actuel. Une stratégie de blocage et de verrouillage des frontières avec la Libye serait une solution de lutte antiterroriste.

Mezri Haddad, Philosophe et Ancien Ambassadeur de Tunisie auprès de l'Unesco, a qualifié les pays qui soutiennent le terrorisme d'islamo-fascistes. Il a dénoncé qu'on accepte de pactiser avec eux pour certaines choses, alors qu'on sait qu'ils sont pourvoyeurs du terrorisme qu'on prétend combattre ailleurs. Il a insisté sur le fait qu'il considère que les interventions de l'Occident sont toujours décidées dans un esprit impérialiste et colonialiste, ajoutant que rien n'a jamais été fait nulle part, depuis la nuit des temps, sans qu'il n'y ait eu des visées d'intérêts.

Marie-Reine Hassen, Ancienne Ministre, et Présidente du MRC Centrafrique (Mouvement pour le Rassemblement et le Changement), a reconnu que malgré la multitude de débats, mesures et recommandations sur la sécurité, malgré les millions de dollars dépensés en Afrique comme en Occident, rien n'a jamais été appliqué, et que rien n'a empêché son pays de sombrer dans le chaos. Elle estime que sans volonté politique réelle, rien n'aboutira, et qu'il est temps de passer des paroles aux actes afin de prévenir le terrorisme en Afrique centrale.

Parmi les causes profondes des conflits dans la région de l'Afrique Centrale, on trouve, entre autres, les violations des droits de l'homme, le déficit de démocratie, le refus de l'alternance au pouvoir, l'utilisation des ethnies à des fins de conquête du pouvoir politique et du contrôle des ressources économiques, la mauvaise gouvernance et les inégalités sociales. Il faut apporter des réponses précises à ces causes profondes des conflits.

PAUVRETE, INSECURITE, CRIMES, TERRORISME ET TRAFIC D'ARMES sont légions en Afrique centrale. Willy Brandt, Chancelier Allemand – Prix Nobel de la Paix – avait lié la question de la sécurité aux questions structurelles socio-économiques et du développement. Devant l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1973 il a dit : *« La misère est l'expression d'un conflit. Là où la faim règne il n'y aura pas de paix dans la durée. Là où il y a de la pauvreté extrême il n'y aura ni de loi ni de justice. Là où l'existence dans ses nécessités les plus élémentaires reste menacée il n'est pas permis de parler de la sécurité »*.

Les terroristes se réfugient dans les pays en décomposition ou dans les États échoués. Ils ne s'installent que dans des zones de non-droit, où l'autorité publique n'a pas d'accès, où on ne craint pas la justice. Il existe un arc djihadiste de crises partant de la Libye, passant par le Mali, le nord du Nigeria, le Darfour, la Centrafrique... ça fait bientôt trois ans que des milliers d'armes et de munitions passent les frontières, transitent par le Niger, le Tchad ou le Soudan pour finir entre les mains de groupes terroristes implantés au Nigeria, au Mali ou en Somalie. On sait que le virus peut muter relativement vite. C'est donc une réalité à ne pas sous-évaluer, d'autant plus que la présence en Afrique centrale de nombreux Etats fragilisés par les conflits endémiques sont de nature à augmenter le risque d'actes terroristes. On devrait s'inquiéter de l'existence d'un arc djihadiste entre le nord du Mali, le Sud libyen, le Darfour, la Centrafrique et le nord du Nigeria.

La mise en place d'une stratégie globale antiterroriste nécessite une coopération bilatérale et multilatérale réelle et active dans la région d'Afrique Centrale avec l'amélioration des échanges d'informations et de renseignements permettant aux Etats d'élaborer et exécuter adéquatement des stratégies pour réduire de façon significative les menaces importantes pour la sécurité. La dynamique conduisant à une paix véritable et d'un développement durable dans la région ne pourra venir que des décideurs politiques et des populations d'Afrique Centrale eux-mêmes.

Anne Giudicelli, Ancienne Chargée de Mission au Ministère des Affaires Etrangères et fondatrice de TERR(o) RISC, structure spécialisée sur le risque politico-sécuritaire en Afrique et au Moyen-Orient, a rappelé que le terrorisme est à géométrie variable puisque tout dépend de qui l'utilise, et dans quel contexte politique

national et international il émerge. Elle a soulevé la question de savoir qui sont les réels bénéficiaires des financements internationaux alloués pour lutter contre le terrorisme que rien ne semble pouvoir enrayer. Ceux qui, en Occident, accordent les fonds, cherchent-ils ainsi à consolider leur ingérence dans les affaires locales ? Ceux qui sont aux commandes des pays récipiendaires ferment-ils les yeux sur certaines pratiques pour préserver les profits personnels qu'ils peuvent tirer de cette manne ?

Olivier Stirn, Ancien Ministre, Président d'honneur de l'Institut Mandela, Président du Conseil National de la Diversité de l'UMP et Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, a clôturé la conférence sur la nécessité d'aider l'Afrique à se débarrasser de ce virus du terrorisme pour se consacrer au développement. Pour sûr, les liens entre paix, sécurité et développement sont évidents et s'il n'y a pas de développement sans sécurité, il n'y a pas non plus de sécurité sans développement.

Cette conférence s'est achevée par des résolutions et recommandations à l'endroit des décideurs, des organismes du système des Nations-Unies et surtout de la création d'un Observatoire du Terrorisme en Afrique. Les intervenants étaient tous d'accord sur l'urgence pour chaque pays de verrouiller ses frontières afin d'empêcher tout trafic ; pour les sociétés civiles de veiller à l'application des politiques de lutte contre la corruption officiellement déjà mises en œuvre ; pour les Etats de s'occuper enfin du développement humain de leurs citoyens.

Ces recommandations se résument ainsi :

- L'accélération du processus de développement pour assurer l'amélioration des conditions de vie des populations et les services de bases (éducation, santé, alimentation)
- La promotion des modes de gouvernance inclusif pour apaiser les tensions communautaires
- La légitimation des opérations antiterroristes en impliquant les citoyens dans la prise de décision
- La réinvention de l'architecture des forces de sécurité africaine
- La Régionalisation des forces spéciales pour faire face aux menaces globales et diffuses
- La constitution d'une force militaire africaine capable d'intervenir rapidement quand le besoin se fait sentir. Car, en période de conflit, le temps constitue une donnée à prendre en compte dans la nature et l'efficacité d'une éventuelle intervention.
- La création d'un Observatoire du Terrorisme en Afrique (OTA)

À la menace globale du terrorisme, il faut apporter des solutions locales qui émergeront de l'implication dans le processus de lutte de toutes les populations de proximité, de tous les chefs traditionnels dont le rôle reste incontestable et incontesté dans les villages, et de toutes les femmes qui sont les véritables piliers des sociétés africaines. Il faudra se pencher sérieusement sur la mise en place d'un réseau efficace d'informateurs volontaires à la frontière pour donner des renseignements sur des mouvements suspects. Des stratégies régionales adaptées aux menaces asymétriques sont indispensables pour assurer la sécurité dans les différentes régions qui pâtiennent des crises sécuritaires transfrontalières. Cela doit s'inscrire dans une vision stratégique de défense et de sécurité régionale.

La responsabilité de la sécurité des peuples africains repose en premier lieu sur les Etats africains. Leur bien-être et protection sont les seules considérations qui doivent guider les autorités dans leur prise de décisions stratégiques en formulant clairement une vision globale de la défense et de la sécurité. Les pays africains doivent vaincre des hésitations entre, d'une part, la nécessité d'adhérer à la dynamique de coopération régionale, indispensable pour relever les défis sécuritaires qui se posent et, d'autre part, le besoin de protéger leurs frontières et de sauvegarder leur souveraineté nationale.

Avec mes hommages et remerciements aux intervenants et participants à cette conférence.

Dr. Paul Kananura
Président de l'ASEAF et de l'Institut Mandela
Université de Bordeaux Montaigne
Domaine Universitaire
33607 Pessac Cedex
Tél : +33674266847

Synthèse du Dr. Brice Arsène MANKOU, Sociologue, Chercheur associé au Clersé, UMR 8019, CNRS Université de Lille1, enrichie par l'article de la Journaliste Françoise Wasservogel et complétée par Dr. Paul KANANURA, Consultant International et Spécialiste de Géopolitique et des Politiques publiques

